

# A l'écoute des industriels de la région

**JURA BERNOIS** Jeudi dernier, le conseiller fédéral Johann Schneider-Ammann a rencontré à Moutier une douzaine de chefs d'entreprises pour prendre le pouls des préoccupations de ces entrepreneurs

Invité d'honneur du SIAMS, il devait y rencontrer une brochette d'entrepreneurs le jour de l'ouverture, Johann Schneider-Ammann. Le ministre de l'Economie souhaitait en effet échanger avec des responsables d'entreprises du domaine des microtechniques et connaître plus en détail leurs préoccupations. En raison d'une mauvaise grippe, le conseiller fédéral avait dû renoncer à venir à Moutier, mais jeudi dernier, il s'est offert séance de rattrapage.

C'est dans les locaux du restaurant Les Deux Tours – dans l'ancienne usine Junker qui appartient à Tornos –, qu'il a rencontré une douzaine d'entrepreneurs de l'Arc jurassien, «dans une ambiance conviviale et décontractée», indique Pierre-Yves Kohler, directeur du SIAMS, dans un communiqué. Johann Schneider-Ammann a ainsi pu s'entretenir avec les industriels pendant deux heures et partager un repas avec eux.

## Digitalisation et formation

Même si les formations de base des apprentis, techniciens et ingénieurs sont excellentes en Suisse, l'accélération du monde technologique (et notamment la digitalisation) a tendance à rendre leurs compétences rapidement obsolètes, ou du moins nécessitant un rafraîchissement. La formation continue est donc indispensable. Le conseiller fédéral a informé les participants que pour les années 2019-2020, il disposait d'un fonds de 213 millions destinés à la recherche et à la formation.

S'il existe de nombreux outils dans ce domaine, les programmes d'aide semblent souvent très difficiles d'accès aux yeux de nombreux patrons de PME. Le conseiller fédéral les a inci-

tés à ne pas hésiter. L'image de ces programmes est souvent beaucoup plus complexe que la réalité. En parlant d'industrie 4.0 et de digitalisation, Marc Schuler, CEO de Dixi Polytol, et Patrick Haegeli, co-CEO de Willemin-Macodel, ont insisté sur le fait que la digitalisation n'était pas un effet artificiel où l'on se dit subitement «je vais faire du 4.0», mais une évolution intimement liée aux processus de l'entreprise. Dans ce contexte, la formation continue des collaborateurs est d'une extrême importance.



**Cette soirée a été à l'image du SIAMS: décontractée, sympathique et professionnelle.**

PIERRE-YVES KOHLER  
DIRECTEUR DU SIAMS

Président de LNS, Philippe Scemama a quant à lui expliqué que de nombreuses institutions de formation continue, comme le CIP, à Tramelan, étaient reconnues loin à la ronde pour la qualité des formations continues. Le problème, c'est que toutes les entreprises ne sont pas encore nécessairement conscientes de l'importance de la formation continue. Félix Arrieta, General Manager de Mikron, a ainsi bien résumé la situation: de nombreuses possibilités existent, mais il n'est pas toujours facile de les mettre en œuvre. Johann Schneider-Ammann les a encouragés à poursuivre dans cette voie, soulignant l'effort en valait la peine.

## Travail en réseau et collaboration

Gilles Robert, CEO de Ceramaret, est revenu sur l'évolution

des technologies qui ont un impact sur la manière de voir l'environnement économique et concurrentiel. L'Arc jurassien dispose d'un terreau fertile et d'un savoir-faire extraordinaire. Il devient plus simple de travailler en réseau et de dépasser la vision classique de donneur d'ordre et de sous-traitant. Sans vouloir doucher ce bel optimisme, le conseiller fédéral a précisé que selon sa longue expérience, le travail en réseau était difficile, surtout si les entreprises impliquées suivaient les mêmes cycles économiques. Il a toutefois félicité les entrepreneurs présents pour les idées et leur volonté d'aller de l'avant.

Il leur a aussi rapidement présenté les services d'Innosuisse, qui encourage des projets d'innovations basés sur la science que les entreprises, principalement des PME, mènent conjointement avec des partenaires de recherche. Il a expliqué que cette structure était très légère, sans lourdeurs bureaucratiques. Mais pour Philippe Scemama, Innosuisse devrait plus se vendre auprès des PME. Johann Schneider-Ammann a pris note de la remarque et encouragé les entrepreneurs à contacter cette institution et son président André Kudelski. Le territoire suisse – et celui de l'Arc jurassien en particulier – regorge de pépites et de petits génies, sans Innosuisse peut leur donner un coup de pouce bienvenu.

## Priorité absolue

Président d'ETA et membre de la direction générale de Swatch Group, Pierre-André Bühler a insisté sur la présence de nombreuses TPE (très petites entreprises) abritant des technologies extraordinaires, notamment dans l'impression 3D et la technologie des pou-



Johann Schneider-Ammann (au centre) a encouragé les patrons d'entreprises à solliciter les services d'Innosuisse, qui peut leur donner un coup de pouce bienvenu. PASCAL CRELIER-LDD

dres. Cela a par exemple permis de réduire de six mois à six semaines le temps pour lancer un prototype. Il a aussi précisé que le Swatch Group formait plus de 400 apprentis, et que la main-d'œuvre qualifiée restait une priorité absolue, qu'il s'agisse de formation de base ou continue.

De son côté, le CEO de Tavavec Cédric Monnin a insisté sur l'importance de la formation dans des métiers de base comme polymécanicien et a relevé l'intérêt du programme #bepog de valorisation des métiers techniques. Dans ce contexte, il convient de rappeler que les métiers techniques offrent également leurs places de travail aux femmes, a observé Marc Schuler.

## Mais encore...

La discussion s'est ensuite dirigée sur tous les sujets de préoccupations des entrepreneurs

présents. Michael Hauser, CEO de Tornos, a notamment abordé la problématique de l'accès au marché en Iran tout en relevant l'efficacité du SECO. Johann Schneider-Ammann a admis que la situation restait très délicate dans ce dossier et que beaucoup allait dépendre de la position de l'UE.

Tous les participants ont relevé la très bonne ambiance et la valeur des pistes discutées. Après

le départ du chef de l'Economie, une visite de l'incubateur imoutier a ensuite été effectuée. Pierre-Yves Kohler conclut: «Cette soirée a été à l'image de SIAMS, décontractée, sympathique mais très professionnelle et apportant de la valeur. J'espère que nous pourrions reconduire une telle manifestation à l'avenir et en rêvant un peu, pourquoi pas la mettre sur pied chaque année». **C-PHO**

## Coup de pouce aux start-up

Johann Schneider-Ammann a présenté aux industriels la Swiss Entrepreneurs Foundation. Créée il y a quelques mois, elle est financée par des fonds privés et a pour but d'aider les start-up lors de la phase d'industrialisation et ainsi éviter la fuite des cerveaux, par exemple vers la Californie. Si les entreprises restent en Suisse, c'est un plus pour la compétitivité du pays et pour assurer le plein-emploi. L'enveloppe budgétaire qui devrait être à disposition devrait avoisiner 500 millions de francs. «Avec la Swiss Entrepreneurs Foundation, nous disposerons d'un demi-milliard de francs pour aider les start-up à industrialiser leurs projets», a conclu le conseiller fédéral. **C-PHO**

# La SSR doit rester à Berne, centre politique du pays

**SSR** La ville, le canton et la Région capitale suisse demandent à la SSR de renoncer au transfert du siège de la SRF de Berne à Zurich.

L'information fournie par la SSR est cruciale pour la participation politique, pour la cohésion nationale et pour la diversité culturelle de la Suisse. «Au sein de la Région capitale suisse, la diversité linguistique et culturelle accentue la sensibilité envers l'importance du plurilinguisme et du fédéralisme», a relevé Bernhard Pulver, président du Gouvernement bernois, lors d'une conférence de presse. L'idée de la direction de la SSR de se contenter d'une couverture de Berne et sa région par des correspondants et de transférer à Zurich le département de l'information, mais aussi le développement technologique et la recherche, affaiblirait Berne dans son rôle de centre politique du pays.

Tant l'ancrage de la SSR dans les régions que la qualité des programmes radio ont contribué au refus de l'initiative No Billag. Les émissions de la radio alémanique SRF1 ou de la chaîne d'information SRF News, produites à Berne, sont des piliers de l'information politique en Suisse. La population des cinq cantons de la Région capitale suisse a refusé No Billag à des taux compris entre 69% et 78%, a rappelé le conseiller aux Etats fribourgeois Beat Vonlanthen, coprésident du groupe parlementaire Région capitale suisse. «La SSR a jusqu'ici privilégié une couverture rédactionnelle de l'ensemble des régions de Suisse, loin de toute centralisation. Les votants ne s'y sont pas trompés.» Le conseiller d'Etat bernois

Christoph Ammann est convaincu qu'à l'heure où les concentrations se multiplient dans les entreprises de médias privées, la SSR a une carte à jouer en restant bien implantée dans les régions et en stimulant la concurrence rédactionnelle à l'interne.

## Centre de compétences

Selon lui, un déménagement de la radio ne générerait que peu d'économies. Berne reste la capitale de la Suisse, le centre politique du pays. La SSR ne peut l'ignorer, elle doit continuer à en tenir compte dans son organisation future. «Nous invitons la SSR à créer à Berne, au cœur politique de la Suisse, un centre de compétences dédié à l'information, doté d'activités de recherche-développe-

ment et comprenant l'information nationale, internationale et économique, ainsi que la chaîne d'informations en continu SRF News, a ajouté Christoph Ammann.

La Région capitale suisse constitue un pont entre les régions linguistiques, et toute la Suisse en tire parti. Pour Thierry Steiert, syndic de la ville de Fribourg et coprésident de Région capitale suisse, les choses sont claires: «Le mandat politique impose à la SSR d'assurer la diversité linguistique et culturelle. Pour y parvenir, elle a besoin d'une organisation et d'un réseau solides, pas d'une concentration à Zurich.»

Tenue d'économiser, la SSR juge que cela n'est possible qu'en regroupant les rédactions de la radio et de la télévi-

sion alémaniques à Zurich. Pour le maire de Berne, Alec von Graffenried, cet argument ne tient pas et aurait de graves conséquences journalistiques. Une concentration dans le studio de Leutschenbach entraînerait un nivellement et un appauvrissement du journalisme.

## Dans une impasse

Au lieu d'encourager la diversité des opinions, la SSR risque de diffuser les mêmes contenus sur tous les vecteurs. «Ce serait une impasse pour la politique des médias, sachant que les entreprises de presse privées sont de moins en moins capables de financer un journalisme de qualité.» Une concentration de l'information à Zurich serait problématique aux yeux de Christo-

phe Darbellay, conseiller d'Etat valaisan qui représente un canton périphérique où vit une importante minorité d'Alémaniques. Il redoute qu'elle n'incite une grande partie des journalistes radio, TV ou online à faire de l'agglomération zurichoise le centre de leur existence et de leurs intérêts, négligeant du même coup les régions éloignées du pays. «Berne est pour les Valaisans la porte d'entrée vers le reste du pays.»

Pour la Région capitale suisse, la ville et le canton de Berne, le département d'information de la SSR, financée en grande partie par la redevance, doit se trouver dans la Région capitale suisse, le centre politique d'une Suisse organisée en réseau. **CBE-PHO**